

# Conclusions de J.C. Le Duigou

Qu'est ce qu'on peut dire dans les entreprises qui soit compréhensible sur le sujet ? La première étape de notre travail et c'est l'objet de ce séminaire, c'est de formaliser un peu plus la démarche Cgt sur le sujet.

Le sentiment qui se dégage des ateliers, c'est qu'on touche là à des questions intéressantes, notamment parce qu'on voit converger des préoccupations qui jusque-là étaient disparates et qui trouvent dans ce cadre un embryon de cohérence. La réflexion n'est peut-être pas encore achevée, mais on sent qu'il y a de l'écho : des points de vue différents, des domaines différents trouvent une certaine cohérence et c'est à cela qu'il faut s'attacher. Ce n'est que le début du travail et il faudra revenir aux dimensions concrètes de la problématique qui est posée à travers le développement durable. Pour illustrer le propos, on ne voit pas le patronat mobiliser sur « non à la baisse tendancielle du taux de profit moyen ! » Par contre, il sait très bien mobiliser contre les 35 heures ou pour la flexibilité. Pour nous c'est la même chose. On ne va pas mobiliser sur le développement durable, mais on va essayer de construire un certain nombre d'objectifs revendicatifs qui s'inscrivent dans cette perspective et nous avons besoin, y compris pour leur donner force, d'assurer une mise en cohérence.

Le concept de développement durable peut paraître un concept un peu flou et en même temps il connaît un certain écho, et c'est précisément ce qui fait son intérêt : il est général, pas encore figé et il reçoit au moins dans ses objectifs généraux un certain écho, notamment chez les jeunes.

Jean Christophe en tire au moins quatre éléments de réflexion :

► tout d'abord, sur le concept lui-même, l'intérêt de notre démarche c'est de mettre l'homme au centre de la réflexion. En ce sens, on a une différence avec ceux qui l'abordent essentiellement en termes d'environnement. L'environnement n'est pas pour nous une fin en soi, mais c'est l'ensemble des conditions dans lesquelles il y a action humaine aujourd'hui et demain ; cela renvoie à la nécessité de préserver et de développer les capacités des hommes

actuellement et sur le long terme, et cela y compris dans la production, le développement et la préservation de leur environnement. Premier point, donc, c'est que l'homme est au cœur de notre démarche en ce qui concerne le développement durable ;

► ensuite la problématique du développement durable renvoie aux questions touchant à la production. Quand on dit développement, on ne se situe pas dans des logiques de frein au développement ou de décroissance. On ne néglige certes pas l'aspect cadre de vie, il faut même qu'on s'en empare, mais en tant que cadre de vie humaine ;

► troisièmement, c'est la dimension culture, au sens anthropologique du terme, c'est-à-dire tout ce qui est création humaine. C'est une dimension très importante du développement durable, parce qu'elle nous permet de ne pas parler des générations en termes abstraits comme cela a souvent été le cas, mais de parler des hommes concrètement dans leur contexte et d'apporter toute la dimension sociale. Non pas comme un petit plus, un supplément d'âme, mais comme une manière de retravailler en profondeur ce concept à partir de notre démarche ;

► quatrièmement, il s'agit bien d'influer sur un modèle de développement. A partir de là trois types de considérations peuvent être envisagés. En premier lieu les questions autour de la place du travail, y compris celle peut être iconoclaste qu'on s'est posée de savoir si le travail n'est pas ou ne doit pas devenir un bien collectif. En second lieu, la place du financement : on ne peut tout de même pas être en deçà d'un éditorialiste des Echos qui écrit dans sa rubrique hebdomadaire que le capitalisme court à sa perte à rechercher le plus fort taux de profit. La question du financement doit donc être abordée, que ce soit au niveau de l'entreprise ou à l'échelon international, en y incluant la question des solidarités et des modalités de la solidarité. A cet égard doit-on considérer que les modalités de solidarité d'hier sont immuables et que l'histoire s'est de ce point de vue arrêtée ? N'y en a-t-il pas d'autres qui sont susceptibles d'émerger ? Cette question du financement doit aussi être

élargie à tout ce qui tourne autour du non marchand.

Nos deux derniers congrès avaient certes abordé ces enjeux, mais finalement on en avait très peu discuté, d'où le constat qu'il n'y a pas véritablement appropriation par la Cgt de ces questions.

Enfin, il y a besoin pour avancer de s'inscrire dans une démarche multipartenariale, ce qui évidemment débouche sur les questions de la démocratie.

Il est clair qu'on ne pourra pas avancer sur ce terrain dans le cadre d'un syndicalisme qui s'enferme dans sa propre vision. Cela implique des contacts avec des Ong qui n'ont pas forcément notre approche, avec lesquelles on peut même diverger sur un certain nombre de points, mais avec lesquelles on a un intérêt commun à agir ensemble. C'est également le cas avec des institutions, des pouvoirs publics, à l'échelon national, européen et international tant il est vrai que la Rse ne peut pas trouver de crédibilité sans une certaine forme de

contrainte sociale et juridique. Cela correspond d'ailleurs à l'idée que l'on avance depuis quelques années de faire des firmes multinationales des sujets de droit international, ce qu'elles ne sont pas aujourd'hui. On a à travailler avec y compris les entreprises elles mêmes et cela même si c'est un travail conflictuel.

Au-delà, c'est la question décisive de la démocratie qui est évidemment posée. Les enjeux du développement durable mettent en exergue les limites de ce que les formes démocratiques actuelles, non pas au sens où il y aurait d'autres voies à emprunter que la démocratie, comme le laisse entendre quelqu'un comme Baverez, mais au sens où il faut au contraire l'approfondir, l'élargir, notamment dans le cadre de la démocratie participative.

Reste maintenant à mettre tout cela en mouvement. Ce séminaire permet d'envisager la tenue en 2005 d'un colloque qui donne une lisibilité interne et externe à notre intervention sur ces questions.